



AIDE-MÉMOIRE – RECOURS EN OPPRESSION

1. Lois applicables

- 1.1. Quelle est la loi constitutive de la Société?
- 1.2. La Société est-elle un émetteur assujéti au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières*?

2. Droits d'ester en justice (*standing*)

- 2.1. Votre client a-t-il le statut de « plaignant » au sens de la loi (art. 238 Lcsa) ou de « demandeur » (art. 439 Lsaq)?
- 2.2. Pour les fins de certains recours (ex. : 247 Lcsa), est-il créancier de la Société?

3. Actionnariat

- 3.1. Déterminer l'identité des actionnaires de la Société, les catégories et le nombre d'actions émises et en circulation détenues par chacun.
- 3.2. Vérifier les droits et privilèges rattachés à chaque catégorie d'actions de la Société.
- 3.3. La Société tient-elle des assemblées annuelles des actionnaires ou existe-t-il des résolutions unanimes en tenant lieu?

4. Conventions

- 4.1. Les actionnaires sont-ils liés par une convention entre actionnaires?
- 4.2. S'agit-il d'une convention unanime entre actionnaires?
- 4.3. Quelles sont les restrictions apportées aux pouvoirs des administrateurs de la Société?
- 4.4. Y a-t-il d'autres conventions pertinentes au litige?
(contrat d'emploi, régime d'options, convention privée entre certains actionnaires, etc.).

5. Conseil d'administration

- 5.1. Identifier les administrateurs, la date de leur entrée en fonction et du dernier renouvellement de leur mandat.
- 5.2. Les pouvoirs des administrateurs sont-ils limités par une convention unanime entre actionnaires?
- 5.3. La convention entre actionnaires prévoit-elle des dispositions particulières concernant leur nomination et/ou leur remplacement?

6. Dirigeants et employés

- 6.1. Les actionnaires et/ou administrateurs de la Société sont-ils également dirigeants et/ou employés de la Société?
- 6.2. La convention entre actionnaires et le règlement intérieur définissent-ils les pouvoirs et fonctions des dirigeants?
- 6.3. Déterminer les droits et obligations découlant du contrat d'emploi du plaignant.

7. États financiers de la Société

- 7.1. Les états financiers annuels de la Société sont-ils audités?
- 7.2. Les actionnaires ont-ils unanimement consenti à la présentation d'états financiers non audités?
- 7.3. La convention entre actionnaires accorde-t-elle aux actionnaires un accès aux livres et registres financiers de la Société ou des droits particuliers non prévus par la Loi?

8. Gestes d'oppression reprochés

- 8.1. Quels sont les gestes d'oppression reprochés par le plaignant?
- 8.2. Comment et depuis quelle date cette oppression s'est-elle manifestée?
- 8.3. Quelles sont les attentes raisonnables du plaignant?
- 8.4. Déterminer la légalité des décisions, faits et des gestes reprochés et leur impact sur le plaignant, ses attentes raisonnables et la Société.
 - 8.4.1. Avez-vous considéré le « *business judgment rule* » et le fait que les tribunaux ne vont pas substituer leur jugement à celui des administrateurs? S'agit-il d'un cas d'oppression ou d'une « *faute de gestion* »?
 - 8.4.2. La personne invoquant la « *faute de gestion* » ou le droit de gestion s'est-elle fiée sur des données crédibles, en agissant avec diligence et de bonne foi dans les meilleurs intérêts de la compagnie (« *rational business purpose* »)?
- 8.5. Les faits reprochés donnent-ils ouverture à une action dérivée au nom de la Société et le plaignant a-t-il obtenu l'autorisation du Tribunal d'y procéder?
- 8.6. Les décisions contestées donnent-elles ouverture à un droit de rachat [droit de dissidence]?

9. Injonction interlocutoire, injonction interlocutoire provisoire et ordonnance de sauvegarde

- 9.1. Les faits reprochés justifient-ils la présentation d'une demande urgente pour l'émission d'une ordonnance d'injonction interlocutoire provisoire?

- 9.2. Ces faits reprochés modifient-ils la situation du plaignant au sein de la Société ou mettent-ils en péril la situation financière du plaignant ou de la Société?
- 9.3. Le plaignant dispose-t-il d'un droit clair à l'ordonnance demandée?
- 9.4. La balance des inconvénients penche-t-elle en faveur du plaignant?
- 9.5. Les faits reprochés sont-ils susceptibles de causer au plaignant ou à la Société un préjudice sérieux ou irréparable, ou de créer un état de fait ou de droit de nature à rendre le jugement au fond inefficace?
- 9.6. Quelle est l'urgence?

10. Honoraires extrajudiciaires et frais de justice

- 10.1. Le plaignant remplit-il les conditions pour demander le paiement par la Société de frais provisoire?
- 10.2. Les frais provisoires demandés sont-ils raisonnables, eu égard à la nature et l'importance des questions en litige?

11. Modes alternatifs de résolution de conflit

- 11.1. Existe-t-il des solutions corporatives aux problèmes soulevés, par exemple, le plaignant peut-il demander la convocation d'une réunion du conseil ou d'une assemblée des actionnaires afin d'y soumettre certaines propositions?
- 11.2. La convention entre actionnaires prévoit-elle un mécanisme pour briser l'impasse en cas de conflit [clause d'achat-vente obligatoire, shot gun, etc.]?
- 11.3. La convention entre actionnaires prévoit-elle la médiation ou l'arbitrage en cas de conflit?
- 11.4. Les parties ont-elles considéré de procéder à une évaluation de la juste valeur marchande de la Société, de ses actifs ou des actions détenues par les parties?
- 11.5. La convention entre actionnaires prévoit-elle un mécanisme d'évaluation de la Société ou de ses actifs ou une méthode d'évaluation particulière?
- 11.6. Une demande écrite ou mise en demeure a-t-elle été envoyée à la société et/ou ses administrateurs afin de tenter de trouver une solution négociée?